

CGT, CFT, FO du SETRA (Service d'études sur les transports, les routes et leurs aménagements)
CGT, FO, SNUPFEN-Solidaires de l'intersyndicale de la DG de l'ONF (Office National des Forêts)
CGT, Solidaires, FO, CFDT de Météo-France
FO, CGT de l'Enim (Etablissement national des invalides de la marine)
CGT, SGEN-CFDT, FSU du CNDP (Centre National de Documentation Pédagogique)
SGPA-CGT Culture, SUD Culture Solidaires, Snac FSU de l'Institut National de Recherches Archéologiques Préventives et des Service régionaux de l'Archéologie (Ministère de la Culture)
CGT des personnels relevant des services du Premier Ministre
CGT, Syntef-CFDT, SNU-TEF FSU, FO, SUD TAS de l'administration centrale du Ministère du travail, des relations sociales et de la solidarité (DARES)
CGT, SACAS CFDT, SUD du Ministère de la santé de la jeunesse des sports et de la vie associative (DREES)
SGPEN CGT du Ministère de l'Éducation Nationale, et Ministère de l'enseignement supérieur et recherche (DEPP / MEN-MENSR)
CGT, SUD de l'administration centrale du Ministère de l'Économie de l'industrie et de l'emploi (SESSI)
SUD, FSU du Ministère de l'Agriculture et de la pêche (SSP)
CGT, CFDT, SUD, CGT-FO, CGC, CFTC de l'Insee
CGT, FO, CFDT, SNE-FSU de l'administration centrale du Ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire (Meeddat)

Le 13 décembre, ensemble contre le démantèlement rampant des services publics !

Depuis la fin de l'été, la mise en application des mesures et des projets du président de la république et du gouvernement touchant à la Fonction Publique et à ses agents s'est précisée.

Délocalisations, réaménagement territorial de l'Etat, fusions de services, contraintes sur le budget des collectivités territoriales, diminution des effectifs : toutes les mesures prises ou prévues vont dans le même sens et sont envisagées à travers le même prisme : réduire l'intervention publique, démanteler le Service public.

Sous couvert d'adapter et de moderniser celle-ci aux besoins et à l'intérêt général, ces projets visent au contraire soit à démanteler des services publics, services qui peuvent « gêner » (statistique publique, archéologie préventive...) soit à livrer au secteur privé des pans entiers de missions actuellement remplies par le service public.

Les principaux projets de services déstructurés ou démantelés :

- **Météo France** : une délocalisation d'un service technique de Trappes (Yvelines) à Toulouse ; par ailleurs 131 emplois seront supprimés en 3 ans sur les 3700 que compte l'établissement et la moitié des centres départementaux actuels seront supprimés entre 2012 et 2017
- Centre National de Documentation Pédagogique (**CNDP**) : 6 ans après le début de la délocalisation à Chasseneuil du Poitou (décidée par Raffarin), les mesures d'accompagnement promises par l'Etat seront intégralement financées par le fonds de roulement du CNDP
- Office National des Forêts (**ONF**) : restructuration des services, suppressions de sites et d'emplois, externalisation de missions

Suite à la réforme de la carte militaire, délocalisation-démantèlement brutale de :

- Institut National de Recherches Archéologiques Préventives (**Inrap**) : siège transféré à Reims - 150 agents
- Office National des Forêts (**ONF**) : siège transféré à Compiègne - 350 agents
- Service d'études sur les transports, les routes et leurs aménagements (**Setra**) : service transféré à Sourdun - 300 agents

- Etablissement national des invalides de la marine (**Enim**) : service de la sécurité sociale des marins transféré à La Rochelle - 150 agents
- Les 9 **Cira** (Centre interministériels de renseignements administratifs) regroupés en un seul, initialement prévu à Aubervilliers et annoncé récemment sur Metz - 120 agents
- **Services Statistiques Publics (Insee, Dares, Drees, SOeS)** : des services transférés à Metz - 1 000 agents annoncés.

Vu le contexte de baisse des effectifs de la fonction publique, **ces projets de délocalisations et de restructurations aboutiraient tout simplement à des démantèlements** des services publics concernés, ou à tout le moins, des réductions importantes de leurs missions.

Les conséquences de cette politique sont catastrophiques pour les agents dont les conditions de travail ne peuvent que se détériorer encore davantage. Mais aussi pour tous les usagers et l'ensemble de la population, qui subira de plein fouet l'altération de la qualité du service public rendu.

La riposte des agents !

Face à cette politique destructrice, de nombreuses et fortes mobilisations se sont développées dès l'automne 2007 et durant le premier semestre 2008. Ces dernières semaines ont été également marquées par des mouvements forts des personnels contre ces projets. Ces actions, qui ont toujours un cadre unitaire très large, refusent tous les démantèlements programmés et proposent des alternatives porteuses de progrès pour tous !

**C'est pourquoi les agents manifesteront le 13 décembre pour refuser une telle casse des services publics !
Nos organisations appellent aussi les usagers à participer aux manifestations !**

Vendredi 5 décembre 2008